



Le mal-être des directeurs d'école attisé par la crise du coronavirus

Ils se disent «fatigués» d'être tiraillés entre directives gouvernementales, protocole sanitaire et pression des parents. «Dès lundi, j'ai sorti à nouveau mon mètre ruban du tiroir. Et j'ai fait le tour de mes dix salles de classe.» Pour la troisième fois depuis le début de la crise sanitaire, Olivier Flipo, directeur d'école à Cergy dans le Val-d'Oise, doit entièrement revoir sa copie. Son établissement s'apprête à retrouver lundi ses 259 élèves, dont certains n'ont pas repris le chemin de l'école depuis le 13 mars au soir. «C'est un vrai soulagement pour toute l'équipe pédagogie de les retrouver, vous savez», souligne-t-il. En attendant, il se trouve à nouveau devant un problème insoluble. Comment accueillir tous les enfants scolarisés dans son école et respecter à la lettre le protocole sanitaire, édicté par le ministère de l'Éducation nationale ? Il ne dispose plus que de quelques jours pour résoudre l'équation. «J'ai optimisé le moindre mètre carré. En tout, je peux faire rentrer 20 à 22 élèves par classe. Ça fait 175 élèves, soit seulement 65% des effectifs. Et encore, j'ai la chance de ne pas avoir que des tables doubles comme certains. Sans tenir compte des deux professeurs qui, vulnérables face au Covid-19, ne pourront pas reprendre les cours sur ordre de leur médecin», explique le délégué SE-Unsa.

La crise sanitaire a mis les directeurs d'école à rude épreuve. La fatigue s'est accumulée ces derniers mois, certains craquent nerveusement.

«Rien que dans mon entourage proche, deux directeurs ont été mis en arrêt. Ils n'ont pas supporté la pression qui pesait sur leurs épaules», relate Karim Bacha, directeur d'école à l'Île Saint-Denis, encarté au Snuipp-FSU. «J'ai même le cas d'une directrice qui a refusé d'obéir à son inspecteur. C'est inédit», ajoute Olivier Flipo. Pareille situation alarme les syndicats. «Je suis moi-même directeur d'école, je peux le constater sur le terrain. Il y a énormément de fatigue et de lassitude en ce moment», s'inquiète Laurent Hoefman, président du Syndicat national des écoles (SNE). Francette Popineau, porte-parole de la Snuipp-FSU, confirme: «Il y a une réelle inquiétude sur l'état d'épuisement psychologique et physique des directeurs d'école.» «Ils ont tout de même mouillé la chemise, organisant l'école à distance, la prise en charge des enfants prioritaires puis le retour progressif des autres élèves», rappelle-t-elle. L'avis est aussi partagé au SE-Unsa: «le plus inquiétant, ce sont les retours de certains directeurs qui, malgré 15 ou 20 ans d'expérience, se trouvent aujourd'hui au bout du rouleau.»

Parfois, on sera obligé d'avoir un peu moins d'un mètre

Cette semaine impartie pour préparer cette «rentrée des classes» laisse donc un goût amer. D'autant que le nouveau protocole sanitaire n'a été dévoilé que mercredi soir, bien que le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a laissé une certaine latitude pour permettre le retour de tous les élèves. «Parfois, on sera obligé d'avoir un peu moins d'un mètre», a-t-il ainsi concédé. «Cela me laisse tout juste quatre jours pour tout mettre en place, week-end compris, quand il me faudrait normalement une voire deux semaines pour le faire. Sachant qu'il y a déjà des élèves dans l'établissement», relève Olivier Flipo qui ne compte plus les heures passés dans l'établissement. Les relations avec les parents d'élèves ont aussi pu être houleuses. «À certains endroits, le ton est monté. Et quand l'inspecteur de l'éducation nationale a débarqué, c'est le directeur qui s'est fait taper sur les doigts», confie Karim Bacha. La tâche a été d'autant plus compliquée que les mairies n'ont toutes pas joué le jeu du déconfinement. «Il nous faut répondre dans l'urgence aux attentes légitimes des familles, tenir en compte les contraintes sanitaires du gouvernement et les concilier avec les impératifs parfois contradictoires des municipalités», résume David Dhersin, directeur d'école dans le Pas-de-Calais et délégué SNE.

Le malaise est plus profond. Le suicide d'une directrice d'école dans son établissement, à Pantin, était déjà venu le rappeler en début d'année scolaire. Christine Renon, 58 ans, avait expliqué dans une lettre son geste en raison de son «épuisement», sa «solitude» dans la fonction. La rue de Grenelle avait dans la foulée lancé une vaste consultation auprès des directeurs d'école. «Surcharge de travail», «chronophage», «stress, fatigue», «manque de temps»... À l'époque, un

profond mal-être transparaisait dans certaines de leurs réponses.

«Depuis une dizaine d'années, le métier s'est complexifié avec toujours plus de tâches administratives à accomplir», souligne Audrey Lalanne, déléguée nationale du SE-Unsa. Hasard du calendrier, une proposition de loi de la députée LREM Cécile Rilhac doit être débattue lundi prochain à l'Assemblée nationale. Le texte propose entre autres la création d'un «emploi fonctionnel» – détachement temporaire à un poste de direction dans la fonction publique. Or la question divise les syndicats. Le Snuipp-FSU, majoritaire dans le premier degré, se montre plutôt réservé: «Ce n'est pas du tout ce qui était ressorti de la consultation organisée par le ministère», s'étonne Francette Popineau.

Faute de rapides améliorations, la crise sanitaire pourrait laisser des traces et contrarier les vocations. «Le mouvement départemental est tombé en début de semaine. Il y a même des postes vacants de directeurs avec des décharges complètes», s'inquiète Olivier Flipo.